

CRÉATEUR  
D'INNOVATIONS  
SOCIALES

# Carrefour JEunesse

*Moderniser une démarche rentable*  
*Janvier 2024*

**RCJÉQ** RÉSEAU  
DES CARREFOURS  
JEUNESSE-EMPLOI  
DU QUÉBEC



Mémoire déposé par le  
Réseau des Carrefours jeunesse-Emploi du Québec (RCJEQ)

À l'intention de  
Monsieur Éric Girard, ministre des Finances

Dans le cadre des  
Consultations prébudgétaires du ministre  
des Finances du gouvernement du Québec  
Budget 2024-2025



## 1. *Qui sommes-nous ?*

- Depuis plus de 25 ans, le Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec (RCJEQ) regroupe, soutient et représente les Carrefours jeunesse-emploi (CJE) afin de développer, promouvoir et défendre des actions adaptées aux besoins des jeunes. Inspiré par la diversité du Québec, le RCJEQ est une véritable force mobilisatrice auprès de nombreux acteurs engagés pour la jeunesse.
- Le RCJEQ est un réseau de réseaux. Un réseau national de Carrefours jeunesse-emploi qui mutualise les meilleures pratiques et qui se déploie en autant de réseaux dynamiques implantés dans toutes et chacune des régions du Québec. Ancrés dans leur communauté, chaque CJE œuvre en proximité avec les acteurs économiques, éducatifs, politiques, sociaux, culturels de son milieu. Ils collaborent en complémentarité avec une pluralité de partenaires sectoriels, locaux et régionaux.
- Il y a 111 CJE dans les 17 régions du Québec bénéficiant du soutien de plus de 1700 professionnels. Ils cumulent plusieurs années d'une riche expertise pour accompagner annuellement des dizaines de milliers de jeunes dans des enjeux d'orientation, formation, qualification et requalification, référencement aux ressources pertinentes et élaboration de projets bénéfiques pour le jeune et sa communauté.
- Les CJE sont des entités agiles et adaptées à la réalité et aux ressources de leur environnement, aux besoins locaux notamment ceux des employeurs, en fonction de participants variées issues de tous les niveaux socio-économiques.
- Les CJE ont été impulsés par nos communautés et en 1995 par le premier ministre Jacques Parizeau :

*Ces Carrefours seront des guichets uniques de référence pour les jeunes qui veulent intégrer ou réintégrer le marché du travail.*

*Ils devront s'adresser sans distinction à tous les jeunes, quel que soit leur statut social ou économique, qu'ils soient détenteurs d'un diplôme universitaire ou qu'ils aient quitté l'école avant l'obtention de leur diplôme d'études secondaires, qu'ils soient travailleurs en quête de formation, inscrits à l'assurance-chômage ou à l'aide sociale, ou sans aucun revenu. (...)*

*Il faut bien comprendre qu'un Carrefour jeunesse-emploi ne sera ni un service ni un programme gouvernemental, mais il se servira de tous les programmes disponibles. (...)*

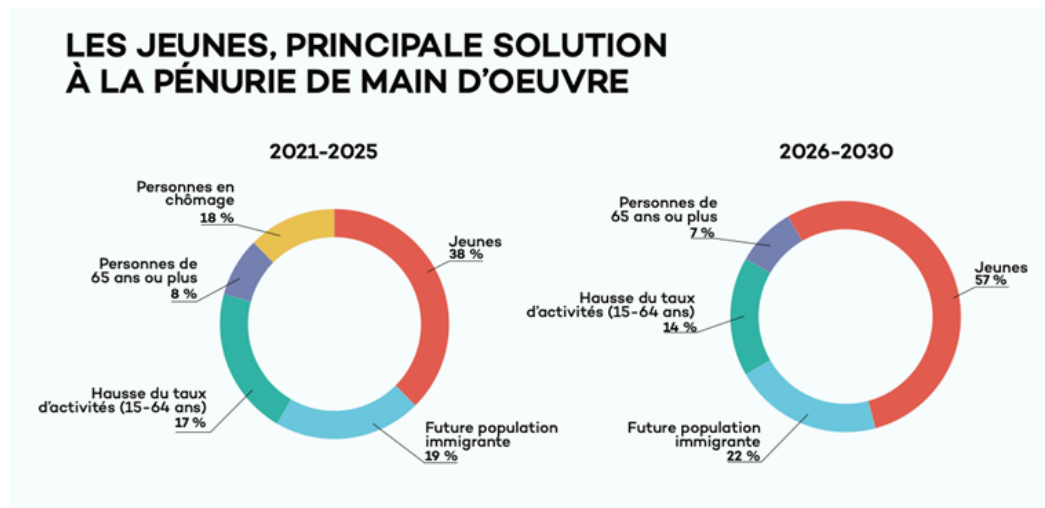
*Je pense que c'est une contribution dans le monde aussi complexe que nous avons développé. Dans le monde d'une complexité infinie que le chevauchement des gouvernements a créé, je pense que c'est un service à rendre à toute la société en général, puis aux jeunes en particulier ».*  
- Jacques Parizeau, premier ministre, Assemblée nationale du Québec, 27 avril 1995



## 2. *Participants et services offerts*

- Dans le respect des fondements de la création des CJE, TOUS les jeunes du Québec, de 14 à 35 ans, sans exclusion, peuvent se présenter à leur CJE et faire des demandes d'accompagnement adaptées à leur situation spécifique. Avec ou sans diplôme, décrocheurs/raccrocheurs, désir d'entreprendre, avec des problématiques personnelles, familiales, professionnelles, le CJE prend en compte le parcours différencié de chaque jeune et l'accompagne dans la recherche de solutions relatives à sa scolarité et à des formations ciblées, sa transition à la vie adulte, recherche d'emploi et ses liens avec des employeurs passés ou potentiels, son retour à des conditions physiques ou mentales propices à son intégration dans la vie active
- En 2015, des modifications importantes ont été initiées par le gouvernement en place ayant pour effet de mettre fin au financement à la mission des CJE (financement reconnaissant alors la capacité d'adapter la prise en charge au profil de chaque jeune). Résultats : implantation d'une bureaucratie d'exclusion : le système de cases à cocher pour répondre à des critères spécifiques et limitatifs déterminés par Emploi-Québec a eu pour effet d'exclure plus de 70 000 jeunes (ceux recensés) en à peine trois années. Suite aux représentations des CJE et du RCJEQ, le ministre Jean Boulet et l'adjoint parlementaire Samuel Poulin ont rétabli une partie du financement à la mission (via le SACAIS) permettant à nouveau aux CJE d'adapter leurs accompagnements aux besoins spécifiques des jeunes.
- Une partie du financement des CJE est demeuré sous l'égide d'Emploi Québec via les directions régionales de Services Québec. Ce financement demeure problématique, génère des exclusions et repose sur un environnement bureaucratique lourd, coûteux et exponentiel, tel que nous l'aborderons à la section « obstacles à la productivité » du présent mémoire.
- Les participants variés des CJE appellent une offre de services adaptée aux réalités vécues par les jeunes et celles du marché de l'emploi; les deux sont en profondes mutations, en regard notamment des « bouleversements » démographiques et technologiques et d'un climat anxiogène lié à des enjeux de transformations sociétales et environnementales sans précédent.

- Les CJE ont comme caractéristique d’être branchés directement aux réalités terrain des jeunes et en contrepartie peuvent s’adapter rapidement aux changements qu’ils observent. Dans ce contexte, ils constatent que les besoins et les aspirations des jeunes ont changé. Notons quelques éléments relatifs au portrait de la jeunesse en 2024 :
  - Le discours ambiant tend à répéter que le nombre de jeunes est en décroissance; ceci est inexact. Le Québec est vieillissant comme bien des sociétés occidentales, les jeunes y sont donc proportionnellement moins importants comme groupe d’âge mais la réalité est qu’il y a quantitativement de plus en plus de jeunes : ils sont 1,4 million en 2023, seront 1,5 million en 2028 puis 1,6 million en 2038. (notre source ISQ : les 15-29 ans).
  - Selon les chiffres d’Emploi -Québec, les jeunes sont et seront encore plus la principale solution à la pénurie de main d’œuvre au Québec.



- Selon le ministère de l’Éducation, le décrochage est en hausse au secondaire, un écart de 29% en sus de 2020 à 2022. On constate une recrudescence qui continue de s’accroître du taux de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage) au secondaire à la formation générale des jeunes. Le total de la facture pour les gouvernements, en perte de revenus et coûts sociaux, s’élève à 14 Milliards par an. (Frédéric Laurin, UQTR)
- Selon les chiffres du DGE, pour la première fois au Québec, moins de la moitié des jeunes de 18-24 ans (47%) ont voté aux dernières élections générales. Les CJE offrent des projets et des accompagnements pour rehausser la participation citoyenne, prémisses importantes pour une intégration réussie. De façon globale, des coups de sonde récents font ressortir qu’un jeune sur deux « n’a plus espoir dans l’avenir de l’humanité ». Les CJE sont aux premières loges de renforcements positifs.



- La santé mentale des jeunes demeure toujours fragile et préoccupante. Des rapports inquiétants de l'université de Sherbrooke et du CIUSSS de l'Estrie – CHUS nous disent que « les idées noires prennent racine chez les jeunes dès le secondaire (...) 25% des jeunes ont pensé qu'ils « seraient mieux morts ».
- Une profonde métamorphose du monde du travail est en cours, à vitesse grand V. Une statistique fondamentale : 85% des emplois de 2030 n'existent pas encore. Ce qui commande l'urgence et l'importance d'acquérir les compétences du futur notamment numériques et vertes pour un Québec compétitif. Il est non seulement nécessaire mais essentiel de rehausser la compétence et la requalification des jeunes pour la productivité de l'économie québécoise.

Ces éléments tracent un portrait qui révèle une anxiété grandissante mais « légitime » chez les jeunes. Il s'en dégage une évidence : chaque parcours est unique, chaque difficulté est abordée et idéalement surmontée selon le profil spécifique de chacun. S'intégrer dans la société québécoise et notamment dans le marché de l'emploi fait appel à des approches et des accompagnements adaptés à chaque jeune.

C'est exactement l'expertise diversifiée développée par les CJE. Ces derniers sont souvent des « courroies de transmission », des lieux qui inspire un sentiment de sécurité et qui, sans se substituer, viennent offrir un accompagnement, un soutien particulier à un milieu familial déficient, à un problème de toxicomanie, à un problème de confiance en soi, à un défaut d'accompagnement pour une orientation. Les CJE sont des lieux où les jeunes développent des liens de confiance et reprennent espoir. Cette expertise unique dans un réseau panquébécois tout aussi unique se traduit en une offre de service complète, globale, sans jugement et personnalisée.

### ACCOMPAGNEMENT GLOBAL ET PERSONNALISÉ

<b>Insertion socioprofessionnelle</b> durable des jeunes quel que soit leur statut et leur provenance. Interventions de proximité, pré-employabilité et multiplier les CJE Mobiles	Une relation concrète et continue entre les <b>jeunes</b> , les <b>CJE</b> et les <b>employeurs</b> . Aide au maintien en emploi. Entrepreneuriat et repreneuriat.	<b>La réussite éducative</b> pour tous, quel que soit le niveau de scolarité. Favoriser la formation continue et l'école au Carrefour. Conciliation travail – études – vie personnelle.
<b>L'accès à la santé et aux services</b> sociaux pour un sain équilibre physique et mental. Partenaire des Aires Ouvertes. Continuum avec les <i>Centres Jeunesse</i> .	<b>L'écocitoyenneté</b> pour transformer sa communauté dès aujourd'hui. Projets culturels et en environnement. Mobilité au Québec et en Francophonie.	<b>Accueil et soutien à l'intégration</b> socioéconomique des jeunes en région, de partout au Québec ou d'ailleurs dans le monde. Partenaire de <i>Place aux Jeunes en Région</i> .



Cette capacité d'accueil universel qu'ont développé les CJE notamment en rayonnant auprès d'une diversité d'acteurs et de décideurs au sein de leur communauté, est avant tout une capacité d'évoluer dans un vaste réseau (local, régional, national) de partenaires qui permet de bien référencer un demandeur de services vers les bonnes ressources.

Un CJE est une porte d'entrée pour optimiser ainsi les chances pour le jeune de s'y retrouver dans un « monde d'une complexité infinie » comme le disait le premier ministre Parizeau.

C'est avec ce même constat que le premier ministre François Legault a demandé nommément lors d'une intervention à l'Assemblée nationale de profiter plus à fond de l'énorme potentiel des CJE qu'il juge « sous-utilisé ».

*« On a besoin d'une meilleure intégration entre les différents ministères, les différents réseaux. Je vous donne deux exemples, les écoles et les Carrefours jeunesse-emploi (...) Il faut étendre le rôle des Carrefours jeunesse-emploi. (...) Je pense que les Carrefours jeunesse-emploi ont un rôle important à jouer. (...) Il faut être capable d'avoir un meilleur lien. Vous savez, les écoles les connaissent, tous les jeunes qui décrochent. Donc il faudrait qu'il y ait un meilleur contact avec les autres ministères pour offrir tous les services et je pense qu'on a un bel outil qui s'appelle les Carrefours jeunesse-emploi qui ont été sous-utilisés depuis plusieurs années. »*

François Legault, premier ministre, Assemblée nationale du Québec, 30 mars 2021



### 3. Moderniser les CJE pour optimiser leur rentabilité

**Contexte :** nous observons actuellement la cohabitation d'un taux de chômage en hausse et de rareté de main d'œuvre, des secteurs se sont dévitalisés alors que d'autres sont en pleine expansion. L'économie québécoise vit d'importants rebonds et doit s'adapter à des phénomènes conjoncturels. Une des conséquences importantes: l'obligation de s'adapter rapidement à la forte demande dans des secteurs qui requièrent une formation pour des travailleurs/euses formé/es dans d'autres domaines; résultante, il faut accentuer les mesures d'accompagnement personnalisées et accélérer la qualification et la requalification.

Au net, même dans un contexte de rareté de main-d'œuvre, il y a encore beaucoup de travailleurs potentiels disponibles, notamment chez les jeunes qui ne veulent pas que combler des emplois « alimentaires » – ce qu'ils font déjà de toutes façons – mais qui aspirent à des postes qui correspondent à leurs aspirations, ce qui a pour effet de favoriser le maintien en emploi. De plus, il faut considérer les avancées technologiques rapides et considérables qui continuent de secouer les secteurs qui ne sont pas innovants. Il est indispensable d'œuvrer pour le rehaussement et développer les compétences du 21<sup>ème</sup> siècle.

**Perspectives :** le choc économique depuis la pandémie est profond et exerce toujours une pression sans précédent sur certains secteurs durement affectés qui doivent se départir de nombreux employés alors que d'autres nécessitent l'apport important de ressources supplémentaires. Ces variations économiques continueront d'évoluer dans une zone de perturbations et nécessitent des mesures de soutien à l'employabilité qui continueront de fluctuer selon la vitalité des secteurs, selon les formations disponibles et la capacité de les implémenter, selon la capacité d'accompagnement adapté aux enjeux et besoins locaux/régionaux, selon la capacité de rejoindre les travailleurs potentiels là où ils/elles sont.

Ce besoin en formation, requalification et référencement durable chez les employeurs impliquent un recensement des personnes disponibles à l'emploi, un bilan de leurs compétences, un profil d'intérêts et un suivi d'orientation vers les secteurs / emplois en demande; ce continuum implique une disponibilité à toutes les étapes et, pour une intégration réussie, des interfaces dynamiques avec les entreprises.





**Solutions** : basé sur leurs résultats des 25 dernières années, les CJE détiennent l'expertise pertinente, la crédibilité et la rentabilité pour administrer ce continuum auprès de 14-35 ans. **Les CJE peuvent** :

- Mettre à profit l'important réseau des CJE présent sur la totalité du territoire québécois et détenant une forte expertise de diagnostic, d'accompagnement, de formation et de référencement
- Mobiliser un bassin très important de travailleurs potentiels à la recherche d'un emploi ou l'ayant perdu: jeunes et notamment jeunes femmes (clientèles des CJE) 14 à 35 ans.
- Accompagner = bilan de compétences, orientation vers un secteur en demande et vers les formations appropriées
- Faciliter et accélérer l'intégration dans un nouveau secteur d'emploi en favorisant les rétroactions avec les participants CJE et les employeurs en s'appuyant sur des démarches simplifiées; le succès de l'intégration dans un nouveau secteur est tributaire des intérêts et des aptitudes du candidat et de la collaboration avec l'entreprise.
- Constituer une veille active des tendances propres à chaque milieu, à sa région : en collaboration avec les directions régionales du MTESS, selon les tendances, se doter d'une cellule de « réalignement » qui permettra d'être en phase avec la réalité économique et d'être prêt à répondre rapidement aux nouvelles attentes des employeurs.
- Travailler l'employabilité dans une perspective globale qui inclut notamment les enjeux de décrochage scolaire et de santé mentale, le tout reposant sur un accueil universel des jeunes, tous profils confondus.

**Enjeu** : il faut particulièrement et significativement appuyer l'important travail de proximité des CJE auprès des jeunes plus fragiles, de milieux précaires et plus éloignées du marché du travail. Il faut garder le cap sur l'intégration sociétale et professionnelle des NEEF<sup>1</sup> aux conditions de vie difficiles exacerbées par le stress post pandémie, le sentiment d'impuissance et d'inquiétude liés aux incertitudes climatiques et la démission civique. Il faut travailler de concert avec les employeurs, en partenariat avec les CJE afin que notre vaste réseau de TPE-PME ait la capacité d'intégrer et de maintenir en emploi des jeunes aux parcours différenciés.

Pour y arriver, il faut prendre le virage proposé par le RCJEQ, une nouvelle proposition qui reçoit l'adhésion de l'ensemble des CJE. Ce virage se déploie dans le projet [Carrefour JEunesse](#), une approche visionnaire pour l'avenir des jeunes qui mise sur le caractère universel, généraliste et polyvalent des CJE.

Une démarche qui se caractérise par sa grande capacité d'adaptation à différents profils de jeunes, déjà ici et nouveaux arrivants ainsi qu'à différentes réalités, a fortiori dans un

---

<sup>1</sup> NEEF : ni en emploi, ni aux études, ni en formation



monde en constante et profonde mutation. Une approche qui implique une simplification majeure des procédures administratives induites par des entités gouvernementales.

## 4. *Obstacles à la productivité*

Les obstacles qui motivent cette proposition de modernisation reposent sur des constats qui soulèvent autant d'enjeux de développement. Cela impose des changements en continu et prend forme dans deux volets spécifiques :

- Au niveau global, on assiste à une explosion des besoins des jeunes dans un contexte postpandémique, une révolution technologique qui bouscule les façons de faire, un contexte d'incertitude lié à un environnement macroéconomique inquiétant, un chômage en croissance ET une pénurie de main-d'œuvre, un contexte d'éco-anxiété et de démission civique, une montée des conflits à l'échelle mondiale. Les jeunes évoluent dans un univers définitivement anxiogène.
- Au niveau plus spécifique de l'écosystème jeunesse financé par le gouvernement et de la gouvernance, plusieurs points en suspens et qui annoncent des pertes de moyens.
  - Il est maintenant plus difficile de faire le pont entre les nombreux décideurs ministériels qui ont remplacé le tronc central occupé par le premier ministre alors qu'il était responsable de la jeunesse.
  - Il y a une volonté de faire disparaître la moitié des OSE (organismes spécialisés en emploi)
  - On constate la disparition des spécificités jeunesse dans les SPE (services publics en emploi)
  - On appréhende des perspectives financières négatives en provenance du MESS couplées à une vision court-termiste d'Emploi-Québec et à des relations complexes entre Québec et Ottawa pour le renouvellement des financements
  - Le processus de renouvellement des ententes avec les instances publiques est complexe, long et parfois chaotique dans un contexte où toutes les ententes nationales qui lient les CJE se terminent au premier trimestre de 2024 (SAJ, SAE, SACAIS).

Même si cela mine considérablement les efforts des ressources en soutien à l'emploi, ces constats sont plutôt conjoncturels, en attente de mesures qui seront annoncées et d'alignement budgétaire précis.



Mais il y a également des aspects structurels qui contribuent à alourdir de façon considérable les performances des CJE. Emploi-Québec, important bailleur de fonds des CJE, perpétue des pratiques administratives qui nourrissent des exigences de bureaucratie et de redditions de comptes déraisonnables et contre-productives. Nous avons commencé à aborder ce sujet dans le 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> alinéa de la partie 2 du présent mémoire.

D'abord le cadre dans lequel les CJE évoluent. Strict. Emploi-Québec ne veut pas qu'on reçoive les « clients » dans leur unicité mais détermine des critères restrictifs qu'il dépose dans des formulaires ; cocher les cases. De plus il détermine des enveloppes de temps pour tel ou tel type d'interventions, prédéterminées, au détriment d'une approche globale et d'une considération des problèmes spécifiques à chaque jeune. Enfin il exige des redditions de compte multiples qui accroissent le temps imparti à remplir des formulaires au détriment du temps accordé aux jeunes demandeurs de services.

Lors de travaux avec la firme KPMG mandatée par le RCJEQ (rapport à venir) on a dénombré plus de 4000 redditions de compte à produire annuellement par les CJE aux différents paliers du gouvernement québécois. Emploi-Québec remporte la palme pour la grande majorité des redditions exigées par la mise en œuvre des ententes de services « à la pièce » qui ont des conséquences néfastes :

- Un manque de souplesse dans l'accompagnement des jeunes, notamment les profils plus complexes
- Des milliers de jeunes privés d'accès aux services des CJE parce qu'exclus des critères déterminés par Emploi-Québec
- D'innombrables formulaires à remplir et consignation du temps de service aux jeunes dénaturent l'accompagnement et démobilisent les intervenant.e.s qui quittent leur emploi.
- Au net, des milliers de jeunes exclus de la prospérité économique du Québec.

Ensuite, le déploiement des normes administratives. Le nombre d'ententes de services « à la pièce » est en croissance. Les nombreux critères qui permettent ou non d'obtenir un financement pour le demandeur de services varient d'une région à l'autre sur la base de directives contradictoires : pour un même objet, un CJE peut, l'autre non.

Les innombrables redditions de compte exigées dans le cours normal des interactions entre citoyens / organisations / entreprises et le gouvernement ont déjà fait l'objet d'une prise de position par les membres du gouvernement actuel. L'intention était de réduire le nombre de redditions de compte en haussant l'imputabilité mais, pour les CJE, l'état actuel des choses se traduit plutôt par une importante augmentation des demandes de redditions de compte.



### Situation actuelle



### Proposition du parti gouvernemental



### Réalité vécue par les CJE

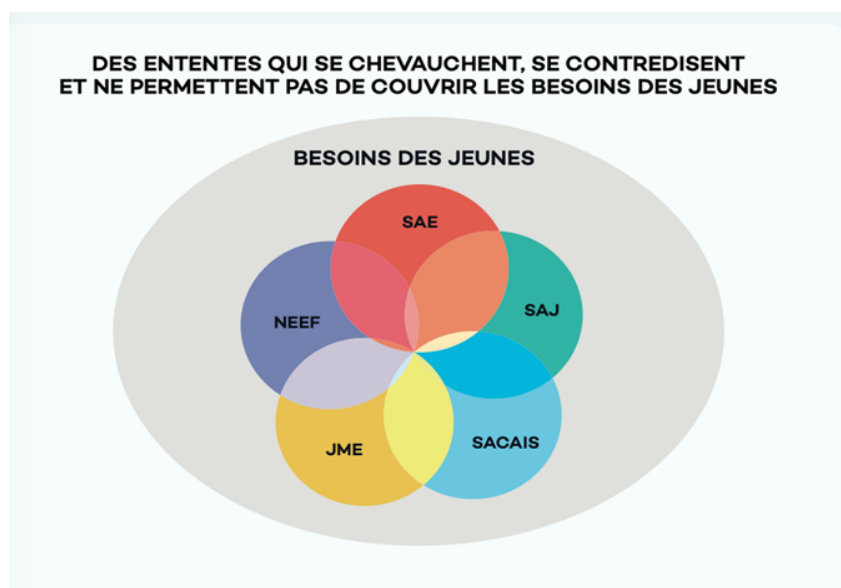


Cette situation qui peut se résumer par les mots « congestion bureaucratique » a connu des évolutions dans les dernières années.

D'abord, une avancée importante, le ministre des Finances, monsieur Éric Girard, dans le cadre du budget 2020-2021 a annoncé un important changement au niveau des fonds versés aux CJE. Une partie de ces fonds dédiés aux CJE transite dorénavant par le SACAIS (Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales) ce qui a eu pour effet de réinstaurer le « financement à la mission » pour une partie du financement et aura pour résultante de permettre d'accueillir des jeunes sans restriction, sans exclusion.

Une partie importante des sommes dédiées aux CJE demeure cependant à Emploi-Québec et sont sujettes aux embourbements bureaucratiques décrits ci-haut.

Aujourd'hui, le financement gouvernemental global des CJE est réparti chez plusieurs bailleurs de fonds avec différents cadres normatifs et différentes redditions de compte qui, dans plusieurs cas, se superposent quant aux besoins à couvrir.





En 2023-2024, les sommes dévolues aux CJE se répartissent dans les différentes enveloppes suivantes (\$) :

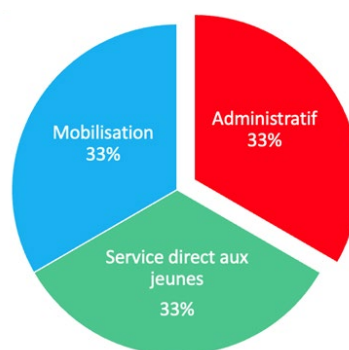
<b>Emploi Québec</b> 60 millions SAE	<b>SAJ</b> 20 millions Créneau	<b>SACAIS</b> 42 millions PAGIEPS	<b>JME</b> 30 millions SEJC	<b>NEEF</b> 20 millions CCJ
--	--------------------------------------	---	-----------------------------------	-----------------------------------

Ces sommes versées aux CJE correspondent globalement à 172 M\$. Deux postes de dépenses sont directement reliés aux participants, c'est-à-dire directement aux jeunes via l'accompagnement en CJE (notamment accueil, diagnostic, orientation, accompagnements, ateliers, suivis et rétro-information) et via les partenaires qui appuient l'intégration des jeunes, notamment dans le secteur emploi (dont les employeurs) et dans le secteur éducation / formation professionnelle. Ces deux postes de dépenses, « services directs aux jeunes » et « mobilisation » reçoivent 66% de l'enveloppe globale versée aux CJE, ce qui ne couvre pas entièrement tous les outils et moyens qu'on voudrait mettre à la disposition des jeunes.

**Actuellement, les CJE doivent consacrer 33% leur temps en tâches administratives dont une très grosse part en reddition de comptes, feuilles de temps et rédactions de rapports.**

Alors que les besoins des jeunes sont immenses, 1/3 du temps des CJE doit être dédié à des tâches administratives, principalement en redditions de comptes et autres demandes qui proviennent des bailleurs de fonds mais dans une très forte proportion de la part d'Emploi Québec.

#### Allocation du temps dans un Carrefour



Sur les 170M\$ investis dans les CJE, cela représente plus de 55M\$ accaparé par des tâches administratives dû à la lourdeur bureaucratique des ententes. Une importante partie de ces 55M\$ pourraient être affectés pour répondre à des besoins criants pour soutenir de plus en plus de jeunes qui demandent d'être accompagné pour réussir leur passage vers une situation qui répondra à leurs aspirations et enrichira ainsi la communauté.



## 5. Carrefour JEunesse

En tout premier lieu, réglons la sémantique.

- Une réalité: l'appellation par l'acronyme « CJE » est connue et reconnue partout sur le territoire québécois, par les jeunes, les employeurs, les collaborateurs et partenaires d'ici où à l'étranger.
- À la lumière de ce que nous avons exposé dans le présent document, l'actuelle appellation Carrefour Jeunesse-Emploi est limitative quand on sait que les CJE déploient leurs activités d'accompagnement dans plusieurs secteurs, évidemment l'emploi, mais également l'éducation, la formation professionnelle, l'entrepreneuriat/ repreneuriat, le soutien pour la santé physique et mentale, la culture, l'environnement... Chaque jeune a son parcours, des forces, des intérêts spécifiques.
- Les membres du RCJEQ ont donc retenu l'appellation Carrefour JEunesse qui caractérise pleinement leur vocation: être un carrefour pour l'ensemble des jeunes tout en conservant l'acronyme CJE.

En second lieu, identifions les éléments de modernisation souhaitables

Carrefour JEunesse est une vision d'avenir élaborée par les CJE membres du RCJEQ; il s'agit d'une démarche soutenue de près de deux ans pour établir un diagnostic, comparer les pratiques et les requêtes gouvernementales, identifier les besoins des jeunes d'aujourd'hui avec les réalités d'aujourd'hui, comprendre les lacunes et trouver de meilleurs aménagements pour y pallier.

Plusieurs études ont été faites sur les CJE, ici comme à l'étranger - notamment à l'OCDE - et il s'en dégage une constante : l'initiative et l'implantation des CJE au Québec est un modèle unique au monde, un élément de fierté pour le Québec. Carrefour JEunesse veut être le corollaire de cette reconnaissance en proposant d'aller encore plus loin dans l'excellence par un legs historique pour les générations futures qui sera rendu possible par un appui tangible du gouvernement du Québec.

Une constante dans les propositions soumises par les CJE et le RCJEQ. Il ne s'agit pas ici de plaider pour des sommes additionnelles récurrentes sans lesquelles le modèle serait mis à mal.



Il s'agit plutôt d'une approche qui fait appel à des éléments de bon sens pour régulariser un emploi du temps qui devrait être optimisé pour offrir un maximum de services adaptés à un maximum de jeunes et non pas s'enliser dans des redevances de compte à n'en plus finir. Voici en quelques points les éléments qui portent la proposition de modernisation Carrefour JEunesse.<sup>2</sup>

## 1. Une reconnaissance formelle de l'accueil universel par les CJE

- Aucune exclusion
- Prise en charge par l'équipe du CJE ou référencement à un partenaire
- Adaptation à tous les profils de jeunes
- Soutien dans la recherche et le maintien en emploi, préemployabilité, liens avec employeurs, réussite éducative, accès à des formations, insertion sociale, accès santé et services sociaux, entrepreneuriat, repreneuriat et écocitoyenneté.
- Animer, entretenir et renforcer les liens de confiance entre les jeunes, le CJE et la communauté et promouvoir la participation sociale et civique.

**ATTENTION :** les CJE ne prétendent pouvoir assurer directement tous les suivis en liens avec les activités décrites ci-haut. Il est dans l'ADN des CJE et du RCJÉQ de vivre, travailler et développer en partenariat et en complémentarité avec les nombreux acteurs essentiels à l'accompagnement des jeunes. L'accueil universel induit que tout jeune peut se présenter dans un CJE qui l'aiguillera vers la ressource la plus adéquate.

Ce dialogue permanent avec les partenaires pousse même la collaboration entre organisations tel « Place aux jeunes en Région » ou les « Aires Ouvertes » à cohabiter dans des espaces communs ou contigus.

## 2. Se transformer en Carrefour JEunesse

- Inscrire dans sa mission une volonté indéfectible d'assurer un continuum de services construit sur la transversalité et la complémentarité des accompagnements avec les précieux et incontournables partenaires qui œuvrent déjà dans des domaines spécifiques en soutien aux jeunes.
- Adhérer à un processus de qualité de gouvernance et de services reconnu, entériné et adopté par les membres du RCJÉQ et approuvé par le gouvernement ; le promouvoir auprès de son équipe de bénévoles et de permanents et inviter les parties prenantes à l'optimiser
- Se doter d'une déclaration entérinée par les membres de l'assemblée générale

---

<sup>2</sup> Le RCJÉQ et de nombreux acteurs de CJE sont disponibles pour présenter plus à fond la proposition Carrefour JEunesse. Également, sur demande, il nous fera plaisir de vous acheminer des documents afférents plus exhaustifs, dont une présentation et un napperon explicatif.



annuelle du CJE offrant une garantie de vie démocratique et associative ancrée dans la communauté et s'assurer de sa diffusion.

- Instaurer un système d'accréditation des CJE leur reconnaissant l'atteinte de hauts standards de qualité et de conformité agréés par le gouvernement. L'adhésion à des normes rigoureuses d'imputabilité nourrissent les liens de confiance et sont des conditions *sine qua non* pour pouvoir exiger du gouvernement qu'il revoie et élimine la surcharge bureaucratique liées aux innombrables redditions de compte.

### 3. Financer plus ? Pas nécessairement. Financer mieux !

- Les CJE ne réclament pas d'argent neuf mais une réorganisation des sommes alloués ; ceci n'exclue aucunement une indexation annuelle qui est souhaitable, justifiée et équitable.
- Réduire le nombre de « sacoches » de provenance des fonds gouvernementaux afin d'introduire plus d'efficacité et de cohérence, ce qui induit une diminution de bailleurs de fonds mais un maintien du niveau de financement.
- En regard des critères d'imputabilité enchâssés dans l'accréditation des CJE, ramener les contrôles des bailleurs de fonds à des *modus operandi* qui assurent des mesures adéquates de l'utilisation des fonds sans surcharger indûment les travailleurs de CJE d'une bureaucratie de surveillance. Ceci est une condition essentielle pour ramener le cadre de financement à ce qu'il doit être : se rapprocher du financement à la mission dans tous les gestes posés par les CJE afin de garantir la capacité d'un accueil universel sans restriction ni exclusion. C'est un passage obligé pour rendre possible un allègement normatif et ainsi permettre l'allocation de fonds en services aux jeunes plutôt qu'en frais d'administration.
- Implanter, de concert entre le gouvernement et le RCJEQ, un processus continu de coconstruction, d'amélioration et de simplification des processus de redditions qui assure une compréhension commune des attentes et des moyens pour y parvenir.

### 4. Un Carrefour JEunesse résolument engagé dans l'avenir

- Réaliser une vaste transformation numérique par la création d'un hub national, le Carrefour JEunesse virtuel, qui donnera accès, à la grandeur du Québec, à des ressources accrues pour les jeunes, intervenant.e.s de CJE, employeurs et partenaires
- Faciliter l'accès à son propre CJE dans les régions où les distances sont importantes





- Doter les CJE d'une plateforme virtuelle qui leur est dédiée pour proposer des partages de meilleures pratiques, des services et des formations à l'ensemble de l'écosystème CJE
- Carrefour.JEunesse se renouvellera en continu par l'écoute et l'implication des jeunes :
- via des consultations pérennes #MaVoixCompte initiées par le RCJEq et qui ont déjà rejoint plus de 10 000 jeunes qui ont actualisé leurs attentes et priorités;
- par des veilles et des recherches qui enrichiront les animations et les publications du RCJEq et alimenteront les politiques publiques.



## 6. *Financement*

Trois éléments spécifiques constituent nos demandes au ministre des Finances dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget 2024-2025. En soutien de ces demandes, l'exposé fourni aux présentes qui regroupent notamment les rubriques suivantes :

1. Qui sommes-nous ?
2. Participants et services offerts
3. Moderniser les CJE pour optimiser leur rentabilité
4. Obstacles à la productivité
5. La proposition Carrefour JEunesse pour enfin se retrouver dans la présente section 6 relative à nos trois demandes spécifiques.



### **Premier élément :**

Le RCJÉQ ne réclame aucun ajout d'argent neuf pour les CJE en 2024-2025. Ce qui est dans les faits demandé est de maintenir les montants alloués en 2023-2024.

Non seulement les CJE croient au modèle d'affaire Carrefour JEunesse qu'ils ont développé mais ils sont convaincus du bien-fondé d'une réduction de la charge bureaucratique qui permettra l'injection d'argent supplémentaire en services directs aux jeunes.

### **Deuxième élément :**

Tel que nous l'avons mentionné, les CJE ne réclament pas d'argent neuf mais une réorganisation des sommes allouées. Cependant, ceci n'exclue aucunement une indexation annuelle qui est souhaitable, justifiée et équitable. Nous demandons cette indexation.

### **Troisième élément :**

Dans la foulée de la demande de maintien des sommes allouées en 2023-2024, les CJE demandent spécifiquement de maintenir le niveau de financement qui origine du gouvernement fédéral.

- Nous savons que ces ententes Québec - Ottawa font l'objet de longues tractations mais, il y a de nombreux précédents, des sommes seront consenties en fin de négociation.
- Nous ne demandons pas de sommes supplémentaires à ce qui a été consenti aux CJE dans la dernière année financière, mais nous ne voulons pas non plus qu'il y ait de hiatus dans le versement de l'équivalent des sommes reçues en 2023-2024.
- Une coupure, même temporaire, entraîne automatiquement des ruptures brutales de services qui heurtent les jeunes de plein fouet et qui minent leur confiance dans les services soutenus par l'État.
- Nous demandons donc que le gouvernement du Québec pallie, le cas échéant, au manque à gagner en provenance du fédéral qui, lors d'une conclusion d'entente, alloue des sommes généralement rétroactives à la fin de l'entente précédente. Maintenir ces financements c'est appuyer concrètement les jeunes dans leurs efforts d'intégration ou de réintégration de la vie socio-économique du Québec.

En conclusion, l'appui du ministre des Finances à la proposition Carrefour JEunesse exposée dans le présent document serait accueilli avec beaucoup d'enthousiasme par toutes celles et ceux qui œuvrent quotidiennement à l'émancipation de la jeunesse québécoise et qui font preuve de beaucoup de créativité pour enrichir le parcours de nos jeunes qui viendront ajouter leur contribution à la collectivité québécoise.



Au-delà des demandes financières, l'adhésion à une refonte et un allègement du cadre normatif serait un baume notamment pour toutes celles et ceux qui ont étudié pour accompagner les jeunes, qui ont choisi le beau métier d'aider notre relève dans différentes problématiques.

En faire des relais qui doivent gruger beaucoup sur leur temps d'interventions auprès des jeunes pour remplir des formulaires sur le menu détail d'une procédure désincarnée de la réalité terrain est un fardeau qui en décourage plusieurs. Bien que ce ne soit pas comptabilisé dans les livres de l'État, c'est une perte nette pour la prospérité du Québec.

Nous nous permettrons de clore notre plaidoyer par une citation qui fait l'apologie des organismes à but non lucratif et communautaire. « Enracinés dans leur milieu, ces regroupements répondent à une multitude de besoins non couverts par les réseaux publics. Ils méritent à cet égard un meilleur soutien et une plus grande reconnaissance (...) et **une simplification des procédures administratives** pour l'obtention de financement ». <sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Un pacte de responsabilité : plan pour un état moderne et efficace, Coalition Avenir Québec.



---

5337, boul. Saint-Laurent, bureau 350  
Montréal (Québec) H2T 1S5  
T 514 393-9155 F 514 393-9108  
[RCJEQ.org](http://RCJEQ.org)

---



RÉSEAU  
DES CARREFOURS  
JEUNESSE-EMPLOI  
DU QUÉBEC

